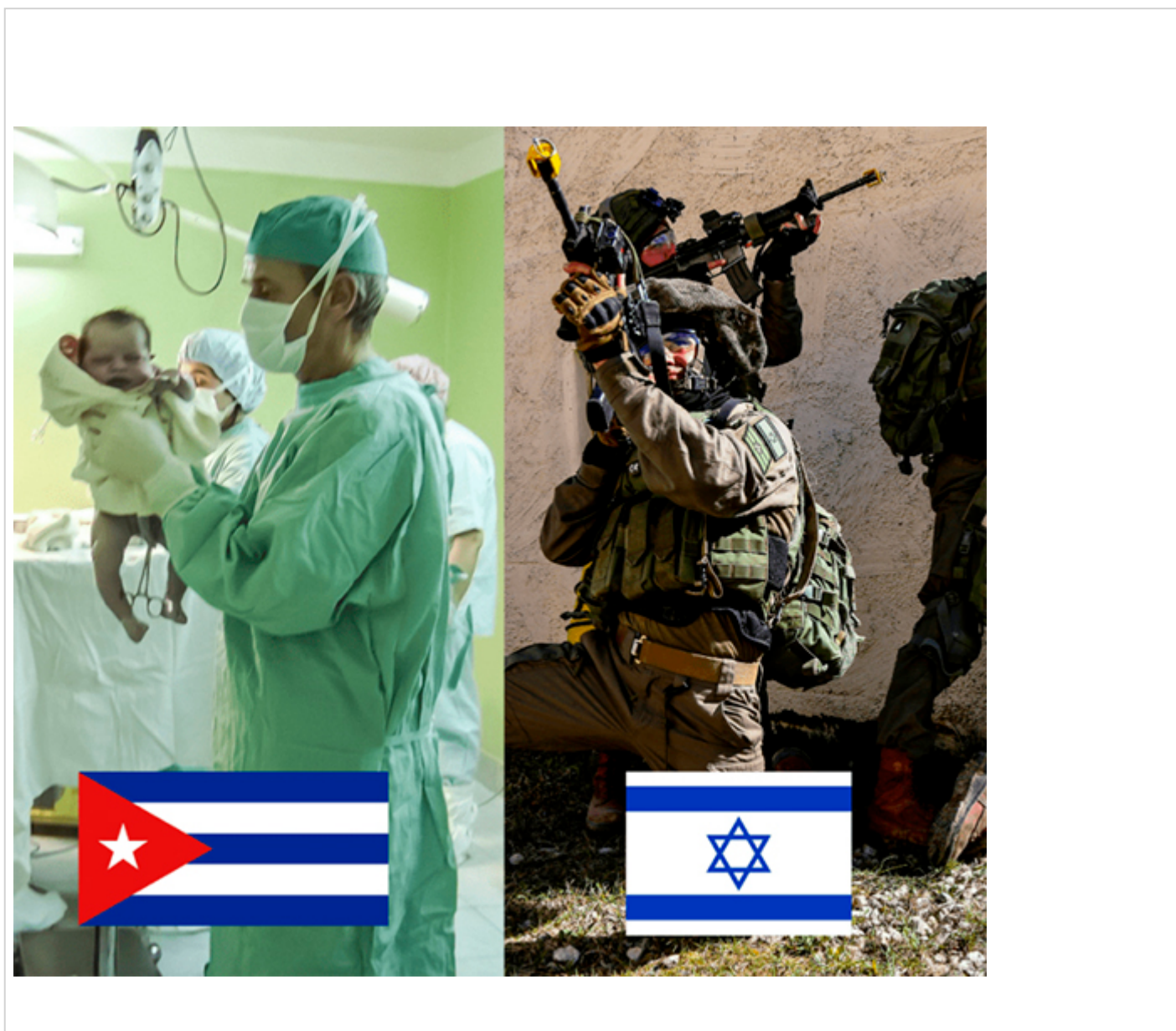


Pourquoi Israël n'est pas puni mais Cuba l'est ?



Pourquoi Israël n'est pas puni mais Cuba l'est ?

Auteur : Marc Vandepitte

Certains croient et d'autres aiment proclamer que la politique internationale est fondée sur des valeurs et de bonnes intentions. Le traitement réservé à Israël et à Cuba détruit complètement cette croyance.

Où est la logique ? Cuba, un pays qui ne fait de mal à personne et envoie plus de médecins dans le monde que l'Organisation mondiale de la santé, est sévèrement sanctionné depuis plus de 60 ans.

En revanche, l'État d'apartheid d'Israël perpète un génocide sous nos yeux et aucune sanction économique ne lui est imposée. Au contraire, il reçoit des milliards de dollars d'aide et beaucoup d'armes lourdes pour perpétrer ces massacres.

Quelles sont les raisons de ce double scandale ?

Des exemples punitifs

Malgré son caractère illégal, le blocus économique, commercial et financier de Cuba est la pièce maîtresse de la politique américaine à l'égard de l'île depuis la victoire de la Révolution en 1959. Cette politique est ce que Chomsky décrit comme "l'obsession hystérique de Washington d'écraser Cuba".

Les raisons de cette obsession sont multiples. À la fin du XIXe siècle, Cuba a été incorporée comme néo-colonie des États-Unis, qui contrôlaient dès lors des pans importants de l'économie cubaine et ne voulaient pas perdre ce contrôle.

Mais surtout, il était inacceptable qu'un pays situé à 180 km à peine des États-Unis prenne une orientation progressiste. De plus, cela pouvait inciter d'autres pays à suivre le même chemin. Il faut donc étouffer cette révolution dans l'œuf.

Selon un mémorandum du département d'État de 1960, "tous les moyens possibles devaient être utilisés immédiatement pour affaiblir la vie économique de Cuba". L'objectif était de "réduire les salaires, provoquer la famine, le désespoir et le renversement du gouvernement".

Peu après, l'administration Eisenhower a imposé un embargo qui allait devenir un blocus économique (ainsi que des pressions sur les pays tiers pour qu'ils cessent leurs relations économiques avec Cuba). Le premier objectif des sanctions économiques était de mettre fin à la révolution et, en cas d'échec, d'endommager le pays autant que possible afin que le socialisme cubain ne soit pas un exemple pour d'autres pays.

Et cet exemple ne s'applique pas seulement à l'Amérique latine, mais aussi aux États-Unis eux-mêmes. Un quart des citoyens américains déclarent qu'eux-mêmes ou un membre de leur famille reportent le traitement d'une maladie grave en raison de son coût. Les études ne sont réservées qu'aux personnes très riches ou aux étudiants prêts à s'endetter.

À Cuba, de telles situations sont impensables ; là-bas, être malade ou étudier n'est pas un luxe. Le pouvoir d'achat est beaucoup plus faible qu'aux États-Unis, mais les soins de santé et l'éducation sont gratuits. Un Noir résidant aux États-Unis meurt en moyenne six ans plus tôt qu'un Cubain¹ et la mortalité infantile à Cuba est plus faible qu'au "pays de la liberté".

À force d'essais et d'erreurs, Cuba a réussi à construire un type de société différent, qui n'est pas axé sur le profit, mais sur le développement social, intellectuel et culturel de son peuple. Malgré de sévères sanctions économiques, Cuba se situe dans la moyenne de l'OCDE, le club des pays riches, en termes d'espérance de vie, de mortalité infantile, de niveau d'éducation, etc.

Cuba obtient ce score social élevé avec un revenu par habitant huit fois inférieur à celui des États-Unis. Si Cuba est capable d'accomplir tant de choses avec si peu de ressources et malgré le blocus, qu'est-ce que les États-Unis ne pourraient pas faire ?

Aujourd'hui, 30 000 professionnels de la santé cubains travaillent dans 66 pays, dont l'Italie. Au cours des 60 dernières années, les médecins cubains ont soigné 2 milliards de personnes dans le monde. Si les États-Unis et l'Europe faisaient le même effort que Cuba, ils enverraient ensemble plus de deux millions de médecins dans le monde et la pénurie de personnel de santé dans le Sud serait résolue du jour au lendemain.

Le blocus économique le plus long et le plus étendu de l'histoire

Est-ce aussi la raison pour laquelle Cuba est tellement sous les feux de la rampe ? En tout cas, le gouvernement américain lui-même déclare que le blocus contre Cuba est "l'une des sanctions américaines les plus complètes contre un pays". L'objectif est d'isoler le plus possible l'île du reste du monde sur le plan économique et de lui porter ainsi le plus grand préjudice possible.

Sous Trump, cet isolement s'est intensifié à des niveaux sans précédent avec 243 nouvelles sanctions sévères et l'inscription de Cuba sur la liste américaine des États soutenant le terrorisme (SSOT), ce qui exclut Cuba des transactions bancaires internationales et rend de plus en plus difficile l'achat de produits de première nécessité tels que le carburant, la nourriture, les médicaments et les produits d'hygiène.

M. Biden a maintenu ces sanctions renforcées en grande partie intactes, ce qui a eu des conséquences désastreuses. Il en résulte aujourd'hui des pénuries de nourriture, de médicaments et d'énergie. Pendant la pandémie, les États-Unis ont même empêché la fourniture de respirateurs à Cuba, alors que le pays en avait un besoin urgent, ce qui a entraîné de nombreux décès. Selon la convention des Nations unies (article II, b et c), le blocus peut être qualifié de génocide.

La nature extraterritoriale du blocus rend impossible ou risquée l'établissement de relations économiques avec Cuba pour les entreprises ou les institutions financières européennes. Il s'agit d'une violation flagrante du droit international et d'une atteinte à la souveraineté européenne. Mais l'Union européenne se soumet à cet asservissement et devient ainsi complice du régime de sanctions américain.

En novembre dernier, l'Assemblée générale des Nations unies a condamné à une écrasante majorité le blocus américain contre Cuba pour la trentième année consécutive. 185 pays ont voté en sa faveur. Le seul pays qui, avec les États-Unis, a refusé de condamner le blocus est... Israël.

Il est donc intéressant d'examiner ce pays et sa relation avec les États-Unis.

L'une des campagnes militaires les plus destructrices de l'histoire

Alors que Cuba est la cible des États-Unis depuis plus de 60 ans et subit le plus long blocus économique de l'histoire, l'État juif peut presque tout se permettre.

Selon les experts, la campagne militaire à Gaza est "l'une des plus meurtrières et des plus destructrices de l'histoire récente". Des civils sont tués et des quartiers entiers sont rasés à une échelle que l'on pourrait qualifier d'industrielle, et ce avec l'aide de technologies de pointe, notamment l'intelligence artificielle.

En un peu plus de quatre mois, plus d'enfants ont été tués à Gaza qu'en quatre ans de guerres dans le monde. Le nombre de journalistes tués est similaire.

En plus de ces "bombardements de saturation" destructeurs, Israël affame délibérément la population civile palestinienne, selon un expert de haut niveau des Nations unies. Officiellement, l'objectif est d'éliminer le Hamas, mais la férocité et la cruauté de l'opération trahissent qu'il s'agit d'un prétexte pour rendre la région inhabitable et déporter complètement la population.

Sans la résistance égyptienne et la pression internationale, la population de la bande de Gaza aurait pu être chassée dans le désert du Sinaï.

En janvier, la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye a jugé que, dans tous les cas, il y avait suffisamment de preuves pour enquêter sur Israël en l'accusant de génocide. Pour Francesca Albanese, rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme dans les territoires occupés, "le seuil indiquant la commission du crime de génocide a été franchi".

Racisme et militarisme

Ce massacre n'est pas un excès, mais le fruit et peut-être l'aboutissement du vieux rêve sioniste de dominer la région "de la mer au Jourdain", comme le stipulent les statuts du parti de Netanyahu. Ce rêve sioniste ne peut être réalisé que sur la base du racisme et du militarisme.

Israël a été qualifié à juste titre d'"État le plus raciste du monde". La création de l'État juif en 1948 s'est accompagnée d'un massacre de masse et d'un nettoyage ethnique d'environ la moitié de la population palestinienne. Par la suite, l'État israélien s'est efforcé d'avoir le moins de Palestiniens possible sur le plus grand nombre possible de territoires annexés.

Avec la guerre des six jours de 1967, Israël a quadruplé son territoire et a ensuite entamé la colonisation active de la Cisjordanie, où la population palestinienne souffre d'humiliation, d'humiliation et de privation. Des milliers de Palestiniens, dont des enfants, ont été enlevés et détenus pendant des années sans jugement dans les prisons israéliennes.

Mais ce n'est rien comparé à Gaza. Sa population est soumise à un blocus total depuis 2007. La bande de Gaza est devenue un véritable camp de concentration. Ce n'est pas pour rien qu'Amnesty International a qualifié Israël d'État d'apartheid.

Israël est aussi probablement l'État le plus militariste du monde. Après le Qatar, Israël est le pays qui dépense le plus par habitant pour la production de guerre. La société civile est entièrement imprégnée de soldats et d'installations militaires.

Avec un service militaire complet pour tous les hommes et toutes les femmes, et un service de réserve pour l'ensemble de la population juive jusqu'à l'âge de 40 ans, les Juifs israéliens alternent constamment entre le rôle de civil et celui de soldat, et la frontière entre les deux s'estompe.



Entraîneurs de chars de l'armée israélienne : Photo : Armée israélienne, Flickr / CC BY-SA 3.0 DEED/ Tiré de Rebellion.

L'industrie militaire est l'une des plus avancées au monde. Son succès repose sur deux éléments. D'une part, le recrutement militaire, qui sélectionne les meilleurs esprits scientifiques et technologiques pour les unités de recherche et de développement de la défense.

Deuxièmement, la politique de colonisation et les guerres militaires régulières contre Gaza. La population palestinienne est un excellent terrain d'entraînement pour l'industrie de la sécurité. Les derniers gadgets de sécurité ou les dernières techniques d'attaque sont testés sur eux. En d'autres termes, il s'agit d'un armement "testé au combat". Les guerres à Gaza sont d'excellents "exercices pratiques" pour les armes et les drones les plus récents du complexe militaro-industriel israélien.

Israël compte actuellement quelque 600 entreprises qui exportent des technologies et des services de sécurité. Chaque année, elles exportent pour plus de 12 milliards de dollars d'armes (soit l'équivalent de 2,6 % du PIB). Le bilan de ces livraisons d'armes fait froid dans le dos.

Israël a vendu des armes au gouvernement sud-africain de l'apartheid en 1975 et a même accepté de fournir des ogives nucléaires. Du napalm et d'autres armes ont été fournis au Salvador pendant les guerres anti-insurrectionnelles de 1980-1992, qui ont tué plus de 75 000 civils (sur une population de cinq millions d'habitants).

Des balles, des fusils et des grenades israéliens ont été utilisés lors du génocide rwandais, qui a fait au moins 800 000 morts. Et en septembre 2023, Israël a livré des drones, des roquettes et des mortiers à l'Azerbaïdjan pour sa campagne de reprise du Haut-Karabakh et le déplacement de 100 000 Arméniens.

Il ne s'agit pas seulement d'exportations d'armes. Depuis sa création, Israël a soutenu toute une série de régimes de droite et de dictatures militaires.

L'armée israélienne a mis son expérience et son expertise à la disposition des régimes les plus brutaux de l'époque : Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine et Venezuela.

C'est au Guatemala que l'implication a été la plus sanglante. Israël a participé en coulisses à l'une des campagnes contre-révolutionnaires les plus violentes que l'hémisphère occidental ait connues depuis la conquête. Plus de 200 000 personnes, pour la plupart des indigènes, sont mortes au cours de cette opération.

Pendant la guerre civile syrienne, Israël a collaboré avec des combattants djihadistes d'Al-Qaïda et d'IS. Ils pouvaient notamment compter sur un traitement médical en Israël.

Pourquoi des amis si proches ?

Sur la base de tout ce discrédit, on pourrait s'attendre à ce que les États-Unis et l'Occident traitent Israël comme un État paria. En fait, ils font tout le contraire. Depuis sa création, Israël est le principal bénéficiaire de l'aide étrangère américaine. Au total, il a reçu quelque 300 milliards de dollars d'aide économique et militaire.

En 1989, les États-Unis ont accordé à Israël le statut d'"allié majeur non membre de l'OTAN", lui donnant accès à des systèmes d'armement complets. Israël a été le premier pays à recevoir des avions de combat F-35 fabriqués par les États-Unis, les plus avancés au monde. Les États-Unis ont également contribué au financement et à la production du Dôme de fer, le système de défense antimissile d'Israël.



Quoi qu'il en soit, le soutien extrêmement généreux de Washington a fait d'Israël la plus grande puissance militaire de la région, haut la main. Même les génocides et les crimes de guerre successifs n'empêchent pas l'argent d'affluer. En revanche, lors de la guerre contre Gaza, la Maison Blanche a approuvé un programme d'aide massif de 14,5 milliards de dollars.

Si les États-Unis exercent une pression politique sur Israël, par exemple, pour qu'il accorde davantage d'aide humanitaire, c'est uniquement pour des raisons purement électorales de M. Biden et pour sauver la face, dans la mesure du possible, aux yeux de l'opinion publique mondiale.

Les liens avec l'Europe sont également forts. Israël a conclu un accord de partenariat économique avec l'Union européenne, qui est aussi son premier partenaire commercial. La collaboration scientifique est intense. Horizon Europe est le principal programme de financement de l'UE pour la recherche et l'innovation en Israël, avec un budget de 95,5 milliards d'euros sur sept ans.

Après tout, l'Europe est également un important fournisseur d'armes à Israël. Près d'un quart de toutes les armes importées par l'État juif proviennent d'Allemagne et d'Italie. Après la guerre de Suez en 1956, la France a fourni une assistance nucléaire à Israël, lui permettant de devenir une puissance nucléaire.

Après l'assassinat de 224 travailleurs humanitaires, d'au moins 93 journalistes, de plus de 13 000 enfants et de 8 400 femmes, et la famine de plus de deux millions de civils, il n'y a toujours pas de signe de

sanctions de la part de l'Europe. Quelles autres atrocités Israël devra-t-il commettre avant que l'Europe ne prenne des mesures ?

Beaucoup de bruit pour rien de la part de l'Europe. Des armes continuent de quitter les ports européens à destination d'Israël et l'État sioniste peut participer sans problème au concours de l'Eurovision.

La question se pose alors de savoir pourquoi les États-Unis et l'Occident continuent de soutenir inconditionnellement un régime terroriste. La raison principale n'est pas très éloignée et a trait à la situation hautement stratégique de l'État juif. Israël est situé au Moyen-Orient, où se trouvent 48 % des réserves mondiales de pétrole et 40 % des réserves de gaz.

La région relie également l'Europe à l'Asie et est cruciale pour le commerce international. Quelque 30 % de tous les conteneurs maritimes du monde passent par le canal de Suez, situé à proximité. La région est également cruciale pour les nouvelles routes de la soie de la Chine ou son équivalent, le corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC).

Israël peut être considéré comme une base militaire avancée des États-Unis avec un partenaire très fiable, qui aide à garder cette région stratégique sous contrôle. Récemment, Robert F. Kennedy Jr, neveu du président John F. Kennedy, l'a dit avec acuité : "Israël (...) est presque comme un porte-avions au Moyen-Orient".

Israël est le gendarme de la région. Depuis sa création, Israël a mené avec succès plusieurs guerres contre les États arabes voisins. L'armée israélienne mène régulièrement des raids ou des attaques contre des pays ou des groupes qui ne sont pas favorables à l'Occident : Syrie, Irak, Liban et Iran.

Dans le passé, Washington pouvait compter sur trois autres alliés (l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie) pour mener à bien son programme géopolitique dans la région. Depuis 1979, il a perdu le soutien de l'Iran et, ces dernières années, l'Arabie saoudite et la Turquie ont suivi une voie de plus en plus indépendante.

Israël reste donc le seul allié irremplaçable dans cette région cruciale. Il convient de rappeler qu'Israël est également le seul pays doté de l'arme nucléaire au Moyen-Orient. Cela explique pourquoi l'État juif peut se livrer à presque n'importe quoi et agir dans une impunité presque totale.

Farce

Si l'on en croit les dirigeants occidentaux, leurs politiques sont fondées sur des valeurs et de bonnes intentions.

Selon ses propres termes, Joe Biden fonde ses relations extérieures sur "la défense des droits universels, le respect de l'État de droit et le traitement de chacun avec dignité". Le traité sur l'Union européenne stipule que l'Union est fondée sur des valeurs telles que "le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'État de droit et le respect des droits de l'homme".

À la lumière de la manière dont les États-Unis et l'Europe traitent Israël et Cuba, il s'agit d'une farce. Le soi-disant "ordre international fondé sur des règles" est un écran de fumée pour cacher la réalité : de purs intérêts économiques et géostratégiques.

Le Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim ne s'en cache pas : "La tragédie déchirante qui continue de se dérouler à Gaza a révélé la nature égoïste de l'ordre international fondé sur des règles, tant vanté et loué".

Le traitement très différent de Cuba et d'Israël illustre la faillite morale de l'ordre occidental, un ordre qui prend le Sud de moins en moins au sérieux. Les relations Nord-Sud sont en train de basculer, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan idéologique. Une nouvelle ère s'ouvre.

Note de bas de page :

(1) Financial Times, 25 février 2021, p. 1.

(Extrait de Rebelión)

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/352884-pourquoi-israel-nest-pas-puni-mais-cuba-lest>



Radio Habana Cuba